Raymond Barre — Le 14 avril 1988

Françaises et Français,
Chers Compatriotes,

C'est à chacune, à chacun d'entre vous que je m'adresse

Dans quelques jours, vous choisirez votre nouveau Président de la République.

Au cours du septennat qui s'achève, notre pays s'est affaibli. Le chômage continue de frapper. L'économie ne crée plus d'emplois.

Pourtant la capacité de la France est grande. Notre jeunesse est ardente et généreuse. Nos entreprises, avec leurs cadres, leurs employés et leurs ouvriers affrontent la compétition internationale. Notre agriculture est dynamique. Nos compatriotes établis à l'étranger assurent notre présence dans le monde. Notre République, nos Régions, nos Départements, nos Communes, nos associations peuvent compter sur des citoyennes et des citoyens actifs et désintéressés. L'État peut s'appuyer sur des agents publics compétents et dévoués. Nous pouvons faire de la France un pays solide, à niveau de salaires et d'emplois élevés, à monnaie forte.

Mesurez l'enjeu de cette élection pour vous et pour vos enfants. Par votre vote, vous allez engager l'avenir de notre pays. Si votre choix devait conduire au retour du système socialiste, après le recul viendrait le déclin.

Voici le projet que je vous propose. Voici les engagements que je prends. Je vous demande d'y réfléchir.

Si vous les approuvez, accordez-moi votre confiance, dès le 24 avril, pour le premier tour de l'élection présidentielle!

Je suis un homme libre et de tout cœur je vous dis:

Ensemble, travaillons pour que notre pays de liberté renforce sa cohésion par la justice et par la solidarité, pour qu'il retrouve le sens profond du civisme et du patriotisme.

Ensemble prenons un nouveau départ!

Ensemble, bâtissons une France forte et fraternelle

Raymond Barre

Mon ambition : une France forte dans une Europe puissante

Pour cela je me fixe deux objectifs :

1. ASSURER LA PLACE DE LA FRANCE DANS LE GRAND MARCHÉ EUROPÉEN DE 1992

C'est pourquoi je veux :

— Réformer l'ensemble de notre fiscalité pour l'alléger, pour la simplifier et pour qu'elle cesse de nous handicaper dans la compétition européenne. Cela implique : la diminution de la TVA, la réduction de l'impôt sur les sociétés, la réduction du taux maximum de l'impôt sur le revenu ;

— Assurer la solidité du Franc en garantissant l'autonomie de la Banque de France ;

— Assurer l'équilibre entre les grandes régions françaises et les régions européennes par une politique énergique de décentralisation, par le développement des moyens modernes de communication ainsi que par une politique d'aménagement de l'espace rural.

2. CONSTRUIRE UNE CONFÉDÉRATION POLITIQUE EUROPÉENNE DISPOSANT D'UNE DIPLOMATIE, D'UNE DÉFENSE ET D'UNE MONNAIE COMMUNES

Cette Confédération sera une étape vers les Etats-Unis d'Europe grâce à la création d'un système monétaire de réserve et d'un pôle européen de défense.

Je prends cinq engagements

1. DONNER LA PRIORITÉ A L'ÉDUCATION

A l'horizon de l'an 2000, la jeunesse française devra être la plus instruite et la mieux formée d'Europe.

— Pour cela je ferai adopter, avant le 1er janvier 1989, un plan décennal de rénovation du système d'éducation. Pour assurer la liberté de l'enseignement, lutter contre les échecs scolaires, garantir l'égalité des chances, développer les bourses, revaloriser la situation des enseignants, donner une pleine capacité d'initiative aux établissements scolaires et aux universités.

— Pour favoriser l'emploi, la formation technique et professionnelle sera organisée par l'Etat, les régions et les entreprises. L'apprentissage sera développé de façon à devenir une filière de formation pleine et entière, égale aux autres.

2. CRÉER UNE DYNAMIQUE POUR L'EMPLOI

Je veux réduire le chômage par la création d'emplois.

La France peut réussir, comme ses partenaires européens, à créer des emplois. Pour cela, il faut renforcer la solidité de nos entreprises et les rendre compétitives en Europe et dans le monde. Il faut jouer la carte de l'intelligence française.

J'utiliserai trois moyens :

— Avant la fin de 1988, des baisses d'impôt, générales et durables, en faveur de l'investissement, de la création et de la transmission des entreprises agricoles, industrielles, commerciales, d'artisanat et des services.

— La révision avant la fin 1988 des mécanismes de la taxe professionnelle qui pénalisent l'emploi et l'investissement ainsi que la réduction progressive des charges qui pèsent sur les entreprises.

— Une recherche scientifique et technique de niveau international : je veux porter à 3 % du Produit National le montant de l'effort de recherche public et privé.

3. METTRE EN ŒUVRE UNE NOUVELLE SOLIDARITÉ

Je veux faire de la société française une société plus juste et plus fraternelle.

La solidarité entre les Français doit renforcer la famille, sauvegarder la Sécurité sociale, s'exercer pleinement en faveur des agriculteurs, accélérer l'indemnisation de nos compatriotes rapatriés d'outre-mer, garantir les droits des Anciens Combattants, se manifester davantage à l'égard des handicapés, éliminer la pauvreté, aider celles et ceux qui souffrent de solitude.

Pour les personnes âgées, je maintiendrai le pouvoir d'achat des retraites. J'augmenterai le nombre de maisons de retraite, en particulier médicalisées. Je développerai l'aide à domicile.

Je prendrai immédiatement trois mesures :

— L'augmentation de l'allocation parentale d'éducation, qui sera doublée sur trois ans ;

— L'établissement d'un revenu social garanti pour ceux qui sont dans l'incapacité réelle de travailler ;

— L'institution d'une aide sociale personnalisée aux victimes de la nouvelle pauvreté.

4. RENFORCER LA DÉMOCRATIE PAR LA PARTICIPATION DE TOUS

Je m'engage à favoriser la participation démocratique de tous les Français à la vie de la Nation.

Je proposerai une réforme élargissant le champ du référendum.

Les femmes devront être présentes et nombreuses à tous les niveaux de décision et de pouvoir.

J'encouragerai l'intéressement et la participation des salariés au développement des entreprises.

Je veillerai à préserver le rôle et l'indépendance des professions libérales.

Un nouveau pacte national des libertés locales sera conclu avec les communes, les départements, les régions.

Les départements, territoires et collectivités d'outre-mer, seront appelés à participer pleinement à la gestion de leurs affaires pour se développer et s'ouvrir sur leurs zones géographiques.

Le libre accès de tous aux valeurs de la culture sera garanti, en particulier par l'élévation progressive des crédits du ministère de la Culture et par une politique ambitieuse de la création audiovisuelle.

5. GARANTIR L'IMPARTIALITÉ DE L'ÉTAT

L'État ne doit pas être la chose d'un parti. Il ne doit pas être soumis à des intérêts particuliers. Il doit garantir l'indépendance des juges, la liberté de la presse, de la radio et de la télévision, ainsi que celle des entreprises.

Il doit lutter avec détermination contre le terrorisme, la criminalité et la délinquance.

Si je suis élu Président de la République, je considérerai comme une de mes responsabilités primordiales de garantir l'impartialité de l'Etat et de veiller à la neutralité de la fonction publique.

Je promets ce que je peux tenir et je tiendrai mes engagements.

Raymond Barre



Photo: R. Melloul/Sygma

Bâtissons ensemble une France forte et fraternelle !

Raymond Barre

NIC - Betheny / Reims